

Source : https://www.rtbf.be/info/monde/detail_climat-la-nouvelle-guerre-froide-aura-lieu-en-arctique?id=10085264

Téléchargement 30 11 2018

Climat: la nouvelle guerre froide aura lieu en Arctique



Climat: la nouvelle guerre froide aura lieu en Arctique - © MICHAEL H. LEE - AFP

RTBF

Publié le jeudi 29 novembre 2018

Si la fonte des glaces et la montée des eaux pourraient rayer certains pays de la carte, pour d'autres, elles pourraient être une véritable opportunité. C'est le cas par exemple des pays qui bordent le Pôle Nord et l'Arctique : la Russie, les pays scandinaves, le Canada et les Etats-Unis y voient un moyen d'accéder aux ressources naturelles du nord et à de nouvelles routes marchandes.

L'Arctique est notamment une zone riche en pétrole, et pourrait contenir l'équivalent de 90 milliards de barils, selon [l'Institut royal britannique des Affaires internationales](#). Idem pour le gaz naturel (47 mille milliards de mètres cubes) et en métaux précieux. Un potentiel inexploré selon l'institut, puisque pour le moment, seuls les mers de Barents, de Pechora et de Kara ont été explorées.

Mais c'est surtout la navigation dans le nord qui pourrait profiter de la fonte de la banquise et du pergélisol (un sol resté gelé pendant plus de deux ans). Autrefois raccourci dangereux qui permet de relier l'océan Pacifique et l'océan Atlantique par l'Arctique, le célèbre passage du Nord-Ouest s'élargit d'années en années et plusieurs bateaux ont réussi à l'emprunter sans l'aide de brise-glaces, comme le pétrolier russe Christophe de Margerie, qui a relié en 2017 la Norvège et la Corée du Sud.

Le Grand Nord se souvient

Ces opportunités pourraient donc créer des conflits entre les pays qui entourent la région. Ce ne serait pas la première fois, comme le rappelle Mara Oliva, professeure d'histoire américaine à l'Université de Reading, sur [The Conversation](#). Au XVe siècle, comme l'attestent les archéologues, lors de la Guerre de Sécession américaine en 1865 ou même pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Arctique a été le théâtre d'affrontements politiques.

En 1939-40, la guerre de l'Hiver, la Finlande avait notamment subi les attaques de la Russie ; plus tard, ce sont les Etats-Unis qui s'étaient escrimés à reprendre aux Japonais une partie des îles Aléoutiennes, près de l'Alaska, craignant une attaque. Pendant la Guerre Froide, Washington et Ottawa avaient mis en place une ligne de stations radar dans le Grand nord canadien pour prévenir tout mouvement aérien des Russes.

Parmi les pays les plus actifs sur les transformations de l'Arctique, c'est bien Moscou qui tient la corde. La Russie a annoncé son intention d'extraire 30.000 milliards de dollars de pétrole en Arctique. Sur le plan militaire, elle a notamment construit trois brise-glaces à propulsion nucléaire, tout en modernisant sa Flotte du Nord en 2014.

Face aux Russes, la ceinture du grand froid

Devant une potentielle menace militaire des Russes, le Canada et la Norvège ont affiché leur appréhension, et ont renforcé leur secteur de défense. L'OTAN de son côté a organisé en octobre-novembre l'opération Trident Juncture en Norvège, son plus grand exercice militaire depuis la fin de la Guerre Froide en 1991.

Vingt-sept ans plus tard, les Etats-Unis semblent décidé à se reformer pour freiner l'expansion russe en Arctique, notamment avec de nouvelles sanctions, qui poussent certaines entreprises, notamment américaines, à cesser leur collaboration avec Moscou. Washington n'exclut pas non plus d'aller lui aussi chercher de l'or noir en Arctique : le Bureau de Gestion du Territoire a annoncé une étude sur l'impact écologique d'une exploration pétrolière dans le refuge arctique de l'Alaska, une région protégée depuis 1980.

Diplomatiquement, la situation est d'autant plus tendue que les zones maritimes nationales du Grand Nord ne sont pas encore véritablement organisées entre les pays qui bordent l'Arctique. Pour l'instant, seules l'Islande et la Norvège ont pu définir leur zone économique exclusive, à 200 miles de leurs côtes, comme prévu par les status de l'ONU. Celles du Canada, du Danemark et de la Russie, en revanche, sont encore en débat.